

## Bac et brevet 2021 : des syndicats demandent une "date butoir" pour...

### #coronavirusBac et brevet 2021 : des syndicats demandent une "date butoir" pour connaître les éventuels aménagements

Les programmes du lycée pourraient faire l'objet d'un travail "conjoncturel" et "structurel", rapportent à AEF plusieurs organisations syndicales le 29 mars 2021, après une réunion avec la Dgescq. Afin de tenir compte des effets de la crise du Covid dans la perspective de la rentrée 2021, le Snes-FSU propose d'agir sur le programme du bac. Ce qui permet de "signaler les points qui ne seront pas aux épreuves plutôt que d'alléger les programmes", approuve le Snaic. Un "bilan de la mise en place de la réforme" pourrait être engagé, indique SE-Unsa. La question du collège est également soulevée.



Les organisations syndicales attendent du MEN qu'il fixe les modalités d'organisation des épreuves du brevet d'ici les vacances.  
Flickr - © Académie de Toulouse

Les syndicats et la Dgescq ont entamé, le 22 mars 2021, une série de discussions relatives à la prise en compte des effets du Covid-19

dans les 1er et 2nd degrés sur les apprentissages ([lire sur AEF info](#)).

Selon les informations recueillies par AEF info auprès des syndicats, au cours d'une réunion organisée lundi 29 mars, les échanges ont porté sur le lycée : la fin de l'année scolaire, d'une part, la rentrée prochaine, d'autre part.

fixer une date butoir pour le maintien ou non des épreuves du bac de juin

Les syndicats, à l'exception du ~~Sgen-CFDT~~, ont réitéré leur demande tendant à neutraliser le grand oral du baccalauréat ([lire sur AEF info](#)). L'ensemble des enseignants n'a pas été formé à cette épreuve, "il y a des trous dans la raquette pour la préparation des professeurs et des élèves", assure à l'issue de cette réunion Valérie Sipahimalani, secrétaire générale adjointe du ~~Snes-FSU~~.

S'agissant des épreuves écrites de français et de philosophie, une intersyndicale plaide pour leur aménagement, en prévoyant notamment plusieurs sujets au choix. Une option à laquelle s'associerait le ~~SE-Unsa~~ si sa proposition première de recourir au contrôle continu pour les deux épreuves devait ne pas être retenue, indique Claire Krepper, secrétaire nationale de l'organisation.

Un point fait consensus parmi les responsables syndicaux : "Avoir une date butoir sur le maintien ou non de ces épreuves", explique Jean-Rémi Girard. L'administration devrait se prononcer sur cette question avant les vacances de printemps, indique le président du ~~Snaic~~.

"Agir sur le programme" du bac 2022

Par ailleurs, un travail sur les programmes du lycée devrait s'engager dès le mois prochain, dans la perspective de la rentrée 2021.

L'objectif : les faire évoluer de façon à tenir compte des effets de la crise sanitaire sur les apprentissages des élèves ces derniers mois. Un aménagement "conjoncturel", "pour l'an prochain", souligne Jean-Rémi Girard. Selon lui, "la Dgesco a l'air ouverte" à cette idée.

Pour le Snes-FSU, il ne s'agit pas de "rattraper ce qui n'a pas été fait mais d'en tenir compte". En ce sens, l'organisation suggère d'"agir sur le programme de l'examen", expose Valérie Sipahimalani. À partir de

là, les professeurs sauraient quelles parties traiter impérativement, tout en ayant la possibilité d'en aborder d'autres figurant également au programme. "En langues vivantes, le nombre d'axes pourrait être diminué pour l'examen", illustre-t-elle. Elle relève un "point important" dans la perspective d'un tel aménagement : l'articulation entre le tronc commun et les spécialités. "Il devrait y avoir des groupes de travail disciplinaire ou interdisciplinaire", avance-t-elle. La Dgesco a proposé d'associer l'Inspection générale à ces travaux, précise-t-elle.

Jean-Rémi Girard approuve la démarche consistant à "signaler les points qui ne seront pas aux épreuves plutôt que d'alléger les programmes".

"Un travail plus structurel" sur la réforme du lycée

"Proposer des programmes limitatifs pour les épreuves du bac 2022 permettrait aux professeurs de s'adapter aux élèves qui sont en retard", estime Claire Krepper. Pour la représentante de SE-Unsa, il est en effet nécessaire de "dégager du temps pour travailler aux rythmes des élèves". À ses yeux, il convient également d'insister "sur le travail collectif dans le cadre du contrôle continu", lequel a "un peu péché cette année" compte tenu, notamment, de la crise sanitaire et de la publication "très tardive" d'un guide dédié à ce travail en équipe.

Dans un second temps, "un travail plus structurel" consistant à faire "bilan de la mise en place de la réforme" du lycée devrait être engagé, poursuit Jean-Rémi Girard. Nouveaux programmes, articulation entre tronc commun et spécialités, modalités d'évaluation... Le périmètre de ce travail "est ouvert", souligne-t-il.

Ce "bilan des programmes dans la durée" ne devrait toutefois pas intervenir dans l'immédiat : "C'est difficile de faire un retour rapide" compte tenu du contexte marquant les deux premières années de leur mise en œuvre, fait observer Claire Krepper. Ce chantier n'est envisagé qu'à moyen terme et devrait associer le C.S.P., ajoute-t-elle.

"Des aménagements" du brevet pour "rassurer les élèves"

Lors du groupe de travail consacré au collège, organisé le 23 mars, la question du brevet a été abordée. Le Snes-FSU a ainsi demandé de prévoir, dès maintenant, des aménagements des épreuves afin,

notamment, de "rassurer les élèves", explique Frédérique Rolet, interrogée le 29 mars. "Il faut établir des scénarios", insiste la secrétaire générale du syndicat, qui relève la nécessité d'envisager des modifications différentes selon les disciplines (un allègement du nombre de textes en français, l'élaboration de sujets au choix en sciences physiques...).

Le Sgen-CFDT plaide pour "neutraliser les épreuves écrites pour ne pas préparer les élèves qu'à ça mais aussi à la poursuite de leurs études", mais prône le "maintien de l'oral" en tant que "rite de passage". Pour Sylvie Perron, secrétaire fédérale de l'organisation, il convient de profiter du mois de juin pour l'orientation.

À l'instar de sa demande pour le lycée, le Snalc souhaite obtenir "une date butoir pour savoir si les épreuves seront maintenues", indique Jean-Rémi Girard dans la foulée de la réunion, le 22 mars. Le Snalc souhaiterait être fixé sur ce point autour des vacances de Pâques.

Les organisations ont également exprimé "une demande unanime sur la suppression cette année des certifications Pix et Ev@langue", rapporte le responsable syndical. "Les professeurs ont déjà du mal à travailler sur les programmes", abonde Frédérique Rolet à l'appui de cette "demande de moratoire".

#### Les syndicats divisés sur les cycles

Les organisations n'ont pas obtenu de réponses à ces demandes concernant le collège, regrette Frédérique Rolet. Tout comme elle déplore des échanges concernant la prochaine rentrée "imprécis, très vagues". "Nous avons déjà des propositions" pour aménager les programmes, poursuit la responsable du Snes-FSU pour qui il convient d'envisager le sujet différemment selon les disciplines et de le voir "sur l'ensemble du cycle". Mais, ajoute-t-elle, il n'est pas prévu pour l'heure de réunion à ce propos, avec l'inspection générale.

Le Sgen-CFDT propose également de relancer le travail par cycle et suggère de "faire des conseils de cycle pour avoir une vision globale de l'élève". Le Snalc rappelle n'être "pas favorable" aux cycles.